SYRIE

L'armée pourchasse Daesh après la reprise de Palmyre

L'armée syrienne pourchassait hier les terroristes du groupe Daesh au lendemain de la reprise de la ville de Palmyre, une victoire majeure pour l'armée qui veut extirper cette organisation de ses principaux fiefs en Syrie.

La cité antique située dans le désert syrien «redeviendra comme avant», a assuré le chef des Antiquités syriennes, Maamoun Abdelkarim, en se félicitant que «80% du site» soit «en bon état».

«Cinq ans» de travaux seront toutefois nécessaires pour réhabiliter les monuments endommagés ou détruits, notamment les deux grands temples de ce site de plus de 2 000 ans inscrit au patrimoine mondial de l'humanité, a-t-il précisé à l'AFP. En attendant, le gouvernement, fort de son succès le plus important face à Daesh, cherche à sécuriser Palmyre pour éviter une contre-offensive des terroristes qui la contrôlaient depuis mai 2015.

Son armée, appuyée par la puissante aviation russe, se prépare «à lancer l'assaut sur les villes d'Al-Qaryatayn et Sokhné», tenues par Daesh et situées respectivement à l'ouest et à l'est de Palmyre, a affirmé à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG proche de l'opposition et basée à Londres. «Il y a de violents combats aux abords d'Al-Qaryatayn. L'armée veut sécuriser les environs de Palmyre pour empêcher le retour des terroristes», a-t-il ajouté. Une source militaire syrienne a indiqué à l'AFP que les «opérations militaires avaient commencé à Al-Qaryatayn. C'est le prochain objectif de l'armée, qui a également les yeux rivés sur Sokhné», à 70 km de Palmyre et vers laquelle se sont repliés les terroristes.

Si le régime s'empare de Sokhné, il sera aux portes de la province pétrolière de Deir Ezzor (est), contrôlée en grande partie par le groupe ultraradical.

Dans le même temps, s'il parvient à contrôler la localité d'Al-Koum, au nord de Palmyre, il sera à la lisière de la province septentrionale de Raqa, dont le chef-lieu éponyme est la capitale de facto de Daesh. Le commandement militaire a affirmé que Palmyre serait «la base à partir de laquelle s'étendront les opérations contre le groupe terroriste notamment à Deir Ezzor et Raqa».

Le but est de «reprendre les territoires sous leur contrôle pour mettre fin à leur existence» en Syrie. De plus, l'armée va chercher à déloger Daesh de la localité d'Al-Alianiyé, à 60 km au sud de Palmyre, pour reprendre le contrôle du désert et avancer vers la frontière avec l'Irak, contrôlée en grande partie par les terroristes.

«Daesh est évidemment plus faible que par le passé», estime Thomas Pierret, spécialiste de l'islam contemporain en Syrie. Mais «il se battra avec beaucoup plus de détermination pour garder Raqa, sa capitale de fait, et Deir Ezzor, la plus grande ville qu'il contrôle en Syrie et sa porte vers l'Irak», a ajouté l'expert en soulignant que «Palmyre n'était somme toute qu'un avant-poste».

M. Assad a salué «l'efficacité de la stratégie de l'armée et de ses alliés dans la guerre contre le terrorisme». Cette satisfaction a été partagée par la Russie et l'Iran, ce dernier qualifiant d'«admirable» la victoire de la veille. «Le gouvernement et les forces armées de la République islamique d'Iran vont poursuivre leur soutien total» à la Syrie et aux autres forces «de la résistance», selon Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale.

Le chef d'état-major russe, le général Valery Gerasimo, a annoncé que des soldats du génie équipés de robots allaient «s'occuper du déminage de Palmyre».

Les quartiers résidentiels de «la Perle du désert syrien» ressemblaient à une ville fantôme, la quasi-totalité des habitants ayant fui les combats. Le site antique portait lui les stigmates des destructions de Daesh, qui avait fait exploser deux de ses plus beaux temples, Bêl et Baalshamin, et détruit également l'Arc de triomphe et des tours funéraires. Ces deux temples ne sont plus qu'un amas de pierres, selon un correspondant de l'AFP sur place. «Tout le monde s'enflamme parce que Palmyre est "libérée" entre guillemets, mais il ne faut pas oublier tout ce qui a été détruit et la catastrophe humanitaire du pays. Je suis très perplexe sur la capacité, même avec l'aide internationale, de rebâtir le site de Palmyre», a indiqué à l'AFP Annie Sartre-Fauriat, membre du groupe d'experts de l'Unesco pour le patrimoine syrien. Responsable d'atrocités, Daesh a perdu en 20 jours de combats à Palmyre 400 terroristes, soit le bilan le plus lourd «dans une seule bataille depuis l'émergence» du groupe dans le conflit en 2013, selon l'OSDH.

Photo : DR

Des militaires syriens dans les rues de Palmyre.

En Irak, Daesh est aussi la cible d'une large offensive de l'armée qui cherche à reprendre son fief de Mossoul (nord), avec le soutien de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. Par ailleurs, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Ryabkov, a appelé hier l'opposition syrienne à adopter une position plus réaliste et abandonner ses tentatives de fixer des conditions préalables, lors des prochaines négociations de paix en Syrie à Genève.

Les négociations de paix en Syrie à Genève ont fait des progrès et devraient être prolongées, a estimé le responsable russe lors d'une interview accordée au journal russe *Izvestiya*.La déclaration de l'envoyé spécial de l'ONU Staffan De Mistura au sujet de la poursuite des négociations le 11 avril semble optimiste, a indiqué M.Ryabkov.

Le dernier cycle des pourparlers de paix intra-syriens à Genève a pris fin jeudi avec un document reprenant les 12 points communs, envoyé aux deux parties pour davantage de considération par l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie qui compte reprendre les pourparlers le 9 avril.

Parmi les 12 points figurent le principe du respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie, et le fait qu'«aucune partie du territoire national ne sera cédée.

DIPLOMATES AU PROCÈS DE JOURNALISTES D'OPPOSITION

La Turquie exprime son «malaise»

La Turquie a exprimé son «malaise» auprès de plusieurs pays occidentaux dont des diplomates ont assisté vendredi à Istanbul au procès de deux journalistes d'opposition, une initiative vertement critiquée par le président Recep Tayyip Erdogan, a-t-on appris hier de source diplomatique turque.

«Le malaise ressenti a été transmis aux missions des pays concernés dont des représentants diplomatiques et consulaires» ont suivi le procès de Can Dündar et de Erdem Gül et «procédé à des partages sur les réseaux sociaux d'une manière jugée contraire au principe d'impartialité», a précisé cette source sous couvert d'anonymat. Des représentants de plusieurs pays de l'Union européenne, dont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, y ont assisté. Et le consul britannique, Leigh Turner, a mis en ligne plusieurs photos sur Twitter, montrant les diplomates étrangers au tribunal ou encore un selfie avec Can Dundär, farouche adversaire du pouvoir islamo-conservateur, tout sourire. Ses tweets étaient ponctués du mot-dièse îlibertéd'expression. Pour la Turquie, cette présence et ce partage sur les réseaux sociaux sont de nature à «interférer dans un processus judiciaire» en cours, a encore précisé cette source turque. Samedi le président Erdogan avait déjà exprimé sa colère au sujet de la présence de ces diplomates au procès des journalistes du quotidien *Cumhuriyet*. Ces derniers sont accusés d'espionnage et risquent la prison à vie, dans un dossier considéré comme un test pour la liberté de la presse en Turquie. «Qui êtes-vous? Qu'est-ce que vous faites là ?», s'était énervé le président lors d'un discours télévisé. «Ici ce n'est pas votre pays, ici c'est la Turquie».

Hier, il a lancé une nouvelle salve envers ces diplomates lors d'un discours à Istanbul, rapporté par l'agence de presse Anatolie, affirmant qu'«ailleurs, ce genre d'activités ne serait pas tolérées et ces diplomates ne continueraient pas à être accueillis, pas même un jour». Il s'en est surtout pris au consul général de Grande-Bretagne, sans le citer nommément : «Si cette personne peut poursuivre ses fonctions en Turquie, c'est grâce à notre hospitalité», a-t-il martelé. Très critiques du pouvoir turc, Can Dündar, rédacteur en chef du quotidien *Cumhuriyet*, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont jugés pour avoir accusé, en mai 2014 dans leurs colonnes, le gouvernement de leur pays d'avoir livré des armes aux rebelles islamistes de Syrie. Leur long papier, agrémenté de photos et d'une vidéo, avait provoqué la fureur du président Erdogan. «Celui qui a publié cette information va payer le prix fort, je ne vais pas le lâcher comme ça», avait-il promis.

NIGER

L'opposition prête «au dialogue» avec le pouvoir autour de ses exigences

L'opposition nigérienne est prête à un «dialogue» avec le Président Mahamadou Issoufou, dont elle conteste la réélection, a-t-elle annoncé hier après une rencontre avec le Premier ministre Brigi Rafini.

«Nous avons réitéré la disponibilité de l'opposition à aller à un dialogue global, sincère et inclusif» et «qui prenne en charge l'ensemble des questions que nous avons évoquées», a déclaré Mahamane Malam Sani, secrétaire général du Moden, le parti du principal opposant Hama Amadou. Mahamane Malam Sani s'exprimait au nom de la Coalition de l'opposition pour l'alternance (Copa 2016), qui a boycotté le second tour de la présidentielle du 20 mars.

«Il ne s'agit pas de régler quelques questions techniques», mais d'apporter «des solutions durables» à «la situation extrêmement difficile» du pays, a-t-il ajouté, sans préciser clairement quelle était la réponse de la Copa 2016 à la proposition du Président Issoufou de former avec elle un gouvernement d'union nationale et sur quoi pourrait porter le dialogue.

Le chef d'Etat nigérien sortant a été réélu avec 92,49% des voix lors du second tour de la présidentielle. Au premier tour, l'opposant Hama Amadou était arrivé deuxième.

L'opposition, qui a dénoncé «une mascarade électorale», estime que le Président Issoufou ne sera plus légitime à la fin de son mandat qui expire le 1er avril.

Elle a appelé à la «résistance citoyenne», jugeant que «toutes les conditions de la violence et du chaos sont réunies». Elle réclame une période de «transition» en vue de la tenue de nouvelles «élections transparentes et crédibles».

Pour prévenir une éventuelle crise post-électorale grave, le Président Issoufou a proposé à l'opposition «un gouvernement d'union nationale».